

Schaüble propose de transformer la Grèce en colonie de l'UE : Rupture anticapitaliste avec l'UE !

Nous poursuivons le récit arrêté vendredi après-midi : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=777> (cf. aussi notre billet de jeudi : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=775>).

Mobilisation contre la proposition de mémorandum de Tsipras

Vendredi soir, de 8.000 (selon la police) à 20.000 manifestants ont manifesté à Athènes contre les propositions de Tsipras à la Troïka. Beaucoup de militants du KKE et du PAME (syndicats liés au KKE), mais aussi des militants d'Antarsya (en grand nombre) et de Syriza (en petit nombre).

La gauche de Syriza se couche devant Tsipras

Dans la nuit de vendredi à samedi, le parlement grec a discuté des propositions de Tsipras. Celui-ci a manœuvré pour empêcher un vote clair sur ses propositions, mais il a imposé un vote sur un mandat pour poursuivre les discussions sur la base de ses propositions. Nuance subtile...

Avant le vote, la plateforme de gauche de Syriza avait critiqué le plan de Tsipras et avait proposé un plan alternatif de sortie de l'euro, de nationalisation du secteur bancaire et d'effacement de la plus grande partie de la dette : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=13768>. Mais la plateforme de gauche a capitulé devant Tsipras. 15 députés ont voté pour le mandat à Tsipras en accompagnant ce vote d'une déclaration expliquant qu'ils s'opposaient aux propositions, mais qu'ils votaient « oui » parce qu'ils soutenaient toujours le gouvernement ! 8 autres députés se sont abstenus, dont le ministre de l'énergie et dirigeant de la plateforme de gauche Lafazanis et l'économiste marxiste Lapavitsas. Lafazanis a expliqué que « *la proposition n'est pas compatible avec notre programme* », que « *le NON du peuple grec au référendum ne peut pas se transformer en un humiliant oui et déboucher sur un nouveau mémorandum* »... mais il tient visiblement à rester pour le moment ministre et donc il s'est gentiment et courageusement abstenu. Seuls deux députés de Syriza ont voté contre (Gaitani, députée de DEA, et Psarea) et n'ont pas capitulé. La présidente du parlement (Konstantopoulou) s'est abstenue et Varoufakis, qui a un sens aigu de la famille, a prétexté une visite à sa fille pour ne pas avoir à voter.

Kammenos (ministre de la défense et dirigeant de Anel, parti de droite souverainiste) a fait un discours au vitriol, déclarant que les propositions de Tsipras étaient « illégales » et « non constitutionnelles ». Il est notamment furieux en raison de la concession de Tsipras sur la fin du régime fiscal spécial pour les îles. Mais il a conclu son intervention en expliquant qu'il allait voter OUI (comme tous les autres députés de son parti) parce que le dilemme était entre la capitulation et la guerre civile !

Au final, parmi les 162 députés de la majorité (sur 300 parlementaires), 2 ont voté contre, 8 se sont abstenus, et 9 étaient absents. En revanche, il n'y avait aucune défection du côté des partisans du OUI au référendum : les députés de la Nouvelle Démocratie, du Pasok, de Potami ont voté pour le mandat à Tsipras. En revanche, les députés d'Aube dorée et du KKE ont voté contre. Le résultat est donc 251 pour, 32 contre, 8 abstentions, 9 absents.

Comme Tsipras exclut toute rupture, la Troïka en demande encore plus, logique !

Comme on pouvait s'y attendre, la Troïka ne veut pas se contenter des propositions de Tsipras. Comme celui-ci n'a pas de plan B, il se contraint à accepter le pire, et la Troïka aurait tort de ne pas en profiter. Tsipras a déjà considérablement aggravé les mesures d'austérité par rapport à sa proposition de fin juin. Cela été salué vendredi par les experts de la BCE, du FMI, et de la Commission européenne, et par le gouvernement français. Mais au début de l'Eurogroupe d'aujourd'hui, le président Jeroen Dijsselbloem a expliqué que les les réformes présentées par le gouvernement grec « ne suffisent pas » pour envisager un accord sur une reprise de l'aide internationale à Athènes. Il a été soutenu en ce sens par le ministre des finances allemand, Wolfgang Schäuble, pour qui les négociations s'annoncent « extrêmement difficiles ».

Les discussions au sein de l'Eurogroupe n'ont pas débouché sur une position commune des créanciers samedi soir. Même s'il existe des « faucons » (Allemagne, Finlande, Pays Bas, etc.) et des « colombes » (France, Chypre, Italie), tous sont d'accord pour exiger des concessions supplémentaires à Tsipras. Et certains exigent que le gouvernement fasse d'abord les contre-réformes et que dans un second temps seulement les prêts seront versés si les créanciers

sont satisfaits. Et il est certain que la Troïka ne fera pas cadeau à Tsipras du moindre effacement de dette (« haircut »).

Schäuble propose de transformer la Grèce en colonie de l'UE !

Outre les exigences actuelles de la Troïka, Schäuble a même proposé un véritable plan de colonisation de la Grèce (cf. ci-dessous son texte) :

- transfert de 50 milliards d'actifs publics grecs dans un fond géré par l'UE au Luxembourg qui les privatiserait pour rembourser la dette grecque ;
- placement de l'administration grecque sous la tutelle de la commission européenne ;
- coupes automatiques de dépenses publiques pour atteindre la cible de déficit public.

La Grèce devrait mettre en place toutes ces réformes, et sous condition que cela satisfasse les créanciers, alors les créanciers pourraient à nouveau prêter à la Grèce... ! A défaut, Schäuble propose une sortie de la Grèce de l'euro pour 5 ans.

L'impasse complète de Tsipras... et la nécessité d'une rupture anticapitaliste avec l'UE !

On peut mesurer aujourd'hui à quel point la politique de Tsipras mène la Grèce au désastre. Depuis janvier, il a passé son temps à négocier et à marteler fièrement qu'il n'avait pas de plan B. Sans menace crédible, les négociations ne pouvaient mener qu'à un accord odieux. Même si Tsipras ne voulait pas d'une rupture avec l'UE, il avait au moins intérêt à agiter cette menace, mais il ne l'a jamais fait. Et il se retrouve aujourd'hui contraint à accepter le pire.

L'attitude de la Troïka rend malgré tout la position de Tsipras de plus en plus intenable. On peut espérer qu'elle renforce la mobilisation (dans Syriza et à l'extérieur de Syriza) pour imposer la rupture avec la Troïka, et donc la rupture avec l'UE et l'euro. On peut espérer que la Troïka se trompe dans ses calculs et en demande tellement trop que cela aboutisse à une rupture « accidentelle ». Un sommet des dirigeants de la zone euro commence cet après-midi à 16h.

Nos camarades d'Antarsya appelle ce dimanche à la mobilisation à 19h, appelle à l'auto-organisation, à la mise en place de comités populaires.

Il n'y a aucune solution magique, mais les anticapitalistes révolutionnaires doivent défendre, non pas un Grexit temporaire de 5 ans dans le cadre voulu par Schäuble, mais une sortie anticapitaliste de l'UE, dont les axes sont les suivants :

Réquisition immédiate de la Banque centrale grecque ! Émission d'une nouvelle monnaie inconvertible ! Contrôle des travailleurs/ses sur la monnaie et le commerce extérieur !

Annulation de la dette publique !

Nationalisation sous contrôle des travailleur/ses des banques et des entreprises stratégiques !

Gaston Lefranc, dimanche 12 juillet 13h

Comments on the latest Greek proposals

On 9 July 2015 Greece has submitted a list of proposals. These proposals are based on and even fall behind the latest aide memoire that was drafted by the Troika to conclude the review under EFSF. However Greece was not able to conclude the review.

These proposals lack a number of paramount important reform areas to modernize the country, to foster long term economic growth and sustainable development. Among these, labour market reform, reform of public sector, privatisations, banking sector, structural reforms are not sufficient.

This is why these proposals can not build the basis for a completely new, three year ESM program, as requested by Greece. We need a better, a sustainable solution, keeping the IMF on board. There are 2 avenues now:

1. The Greek authorities improve their proposals rapidly and significantly, with full backing by their Parliament. The improvements must rebuild confidence, ensure debt sustainability upfront and the successful implementation of the program - so as to ensure regained market access after completion of the program. Improvements include:

a) transfer of valuable Greek assets of [50 bn] Euros to an external fund like the Institution for Growth in Luxembourg, to be privatized over time and decrease debt; b) capacity-building and de-politizing Greek administrative tasks under hospices of the COM for proper implementation of the program; c) automatic spending cuts in case of missing deficit targets.

In parallel, a set of financing elements would be put together to bridge the time gap until a first disbursement under the enhanced program could be made. This means the existing risk of not concluding a new ESM program should rest with Greece, not with Eurozone countries.

2. In case, debt sustainability and a credible implementation perspective can not be ensured upfront, Greece should be offered swift negotiations on a time-out from the Eurozone, with possible debt restructuring, if necessary, in a Paris Club - like format over at least the next 5 years. Only this way forward could allow for sufficient debt restructuring, which would not be in line with the membership in a monetary union (Art. 125 TFEU).

The time-out solution should be accompanied by supporting Greece as an EU member and the Greek people with growth enhancing, humanitarian and technical assistance over the next years. The time-out solution should also be accompanied by streamlining all pillars of the Economic and Monetary Union and concrete measures to strengthen the governance of the Eurozone.